

plication du statut; danger d'une balkanisation de l'Algérie et d'un faux fédéralisme; exemple de l'Afrique noire [30 septembre 1957] (p. 4440). — Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : Règlement du problème algérien préalablement à tout redressement économique et financier; rétablissement de la paix; révision du titre VIII de la Constitution dans un sens fédéral et confédéral après consultation des assemblées locales; répercussion de la situation économique et financière de la métropole sur l'économie de l'Afrique noire, spécialement fragile; charge du prélèvement des 20 0/0 [28 octobre 1957] (p. 4598, 4599). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement outre-mer et notamment sur la fermeture imminente des grands moulins de Dakar [5 décembre 1957] (p. 5157). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : Révision du titre VIII; réforme de la loi-cadre pour les territoires d'outre-mer; semi-autonomie, notion contradictoire; rôle ambivalent du chef du territoire; contradiction dans les attributions des Ministres; maintien de la présence française [12 février 1958] (p. 738, 739, 740). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à la saisie du bulletin de la fédération des étudiants d'Afrique noire en France [28 février 1958] (p. 1140). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur l'amnistie dans certains territoires d'outre-mer : Problème dominant de l'amnistie des parlementaires malgaches; respect de l'opinion malgache en application de la loi-cadre; comparaison avec l'amnistie des collaborateurs et le rapprochement franco-allemand actuel; nécessité d'une réconciliation entre la France et les peuples d'outre-mer [11 mars 1958] (p. 1515, 1516); Désir de l'assemblée représentative de Madagascar d'obtenir une amnistie totale; nécessité d'une réconciliation franco-malgache [18 mars 1958] (p. 1639); Art. 1^{er} : Contre-projet de la Commission des T. O. M.; amendement de M. Garat reportant au 1^{er} janvier 1963 l'exercice des droits politiques des condamnés à une peine perpétuelle ou condamnés à mort bénéficiaires d'une commutation de peine; éviction des parlementaires malgaches aux élections de 1961; politique maladroite renforçant le mythe des députés absents (p. 1651); ses explications de vote : mépris de l'esprit de la loi-cadre; retard apporté à la cons-

truction d'une communauté franco-africaine (p. 1655); — d'un projet de loi sur l'amnistie dans les territoires d'outre-mer, Art. 4 : Amendement de M. Cordillot tendant à supprimer l'obligation du paiement préalable de l'amende [18 mars 1958] (p. 1646); Situation pécuniaire difficile des populations d'outre-mer (ibid.); — sur la présentation du Gouvernement de M. Pierre Pflimlin : Danger de la prolongation de la guerre d'Algérie pour les rapports franco-africains; évolution de l'Afrique dans le cadre d'une « République fédérale française »; position du Gouvernement sur le problème des exécutifs fédéraux [13 mai 1958] (p. 2266, 2267); — d'un projet de loi adopté par le Conseil de la République relatif au mode d'élection des conseillers de la République des T. O. M., du Togo et du Cameroun : Proximité des élections sénatoriales; problème posé par l'institution du collège unique; étude de la représentation des T.O.M. au Conseil de la République, à l'Assemblée Nationale et à l'Assemblée de l'Union française après la révision du titre VIII; recherche d'une solution fondée sur la démocratie et l'équité [21 mai 1958] (p. 2424, 2425); Art. 2 : Amendement de M. Malbrant tendant à instituer le scrutin proportionnel lorsque deux sièges sont à pourvoir; établissement d'un mode de scrutin s'opposant aux querelles ethniques (p. 2428). = S'excuse de son absence [19 novembre 1957] (p. 4875). = Obtient un congé [19 novembre 1957] (p. 4875).

SESMAISONS (M. Olivier de), Député de Loire-Atlantique (I.P.A.S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 8 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République modifiant l'article 812 du Code rural relatif au mode de paiement des fermages, n^o 1080. — Le 26 avril 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République, sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée

Nationale, dans sa deuxième législature, tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, n° 1676. — Le 17 mai 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture modifiant l'article 812 du Code rural relatif au mode de paiement des fermages, n° 1877. — Le 17 mai 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture tendant à compléter l'article 840 du Code rural relatif aux motifs de non-renouvellement des baux ruraux, n° 1878. — Le 3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à assouplir les sanctions appliquées aux employeurs en cas de retard dans le versement des cotisations à la sécurité sociale, n° 2425. — Le 25 juillet 1956, une proposition de loi tendant à réglementer pour les hauts fonctionnaires civils ou militaires le droit de publier des écrits, n° 2661. — Le 31 juillet 1956, une proposition de loi tendant à permettre à certains exploitants agricoles ayant cessé leur activité et atteint l'âge de 65 ans, de procéder au rachat des cotisations d'assurance vieillesse agricole, afin de bénéficier de la retraite de vieillesse agricole, n° 2727. — Le 22 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 2804) complétant l'article 812 du Code rural et relatif au paiement du fermage à parité du cours du blé, n° 3297. — Le 22 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à faire ristourner aux fermiers et colons partiaires les exonérations d'impôts accordées à la suite des calamités agricoles aux propriétaires, n° 3312. — Le 13 décembre 1956, une proposition de loi tendant à la sauvegarde du gibier dans les cas de calamités, n° 3543. — Le 25 janvier 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'Agriculture sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à faire ristourner aux fermiers et colons partiaires les exonérations d'impôts accordées à la suite des calamités agricoles aux propriétaires, n° 3909. — Le 7 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 2801) complétant l'article 812 du Code rural

et relatif au paiement du fermage à parité du cours du blé, n° 4429. — Le 15 mars 1957, une proposition de loi tendant à modifier le calcul des rentes d'accidents du travail, n° 4536. — Le 11 avril 1957, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à faire ristourner aux fermiers et colons partiaires les exonérations d'impôts accordées à la suite des calamités agricoles aux propriétaires, n° 4855. — Le 15 mai 1957, une proposition de loi tendant à étendre aux négociants, organismes stockeurs, agréés par l'O.N.I.C. les dispositions de l'article 17 de la loi du 15 août 1936, n° 4997. — Le 4 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 4997) de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux négociants, organismes stockeurs, agréés par l'O.N.I.C. les dispositions de l'article 17 de la loi du 15 août 1936, n° 5356. — Le 7 novembre 1957, une proposition de loi tendant à réformer le régime juridique de la coopération agricole, n° 5879. — Le 26 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 2727) de M. de Sesmaisons tendant à permettre à certains exploitants agricoles ayant cessé leur activité et atteint l'âge de 65 ans, de procéder au rachat des cotisations d'assurance vieillesse agricole, afin de bénéficier de la retraite de vieillesse agricole, n° 5960. — Le 20 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi modifiée par le Conseil de la République tendant à modifier les articles 503 et 520 du Code rural relatifs aux chambres départementales d'agriculture, n° 6953.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e bureau sur les opérations électorales du département des Vosges [19 janvier 1956] (p. 40). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif à la réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales : Article unique : *Son amendement (possibilité pour les bénéficiaires des prestations familiales de choisir, pour le calcul du montant de celles-ci, entre le lieu du travail et celui de la résidence)* [6 mars 1956] (p. 694, 695); — d'interpellations

relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *problème de l'exploitation familiale agricole* [13 mars 1956] (p. 878, 879); — en deuxième lecture d'une proposition de loi relative au mode de paiement des fermages, en qualité de *Rapporteur* [17 avril 1956] (p. 1275); en troisième lecture, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lambert tendant à insérer, dans le deuxième alinéa, après les mots « et toute prime de conservation », les mots « ainsi que toutes autres primes prévues par la législation en vigueur »* [29 mai 1956] (p. 2057); — des conclusions des deuxième et troisième rapports supplémentaires du 5^e bureau sur les opérations électorales du département de la Manche : *son amendement annulant les opérations électorales du département de la Manche* [25 avril 1956] (p. 1532); *le retire* (ibid.). — du projet de loi créant un fonds national de solidarité : *amendement de M. Boisdé tendant à reprendre l'article 11 (autoriser le fonds à demander la fixation de la dette alimentaire)* [3 mai 1956] (p. 1728); Art. 15 : *Son amendement tendant à maintenir le secret professionnel des notaires* (p. 1731); — d'un projet de loi relatif à l'attribution d'une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé pour 1956 : *délais pour le paiement des impôts* [4 mai 1956] (p. 1762); — d'un projet de loi relatif à l'organisation du marché de l'orge, Art. 1^{er} : *Son amendement (limitation à 1956 de la commercialisation obligatoire par l'O.N.I.C.)* [4 mai 1956] (p. 1769); Art. 3 : *Son amendement (rapport entre le prix de l'orge et le prix du blé)* (p. 1771); *son amendement (suppression des titres de mouvement relatifs aux avoines)* (p. 1771, 1772); *le retire* (p. 1772); en deuxième lecture, Art. 2 : *Ses observations sur le cas des courtiers en orge* [26 juin 1956] (p. 3106); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AGRICULTURE, Etat A Chap. 61-60 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* [29 mai 1956] (p. 2102); JUSTICE, Etat A, Chap. 31-41 : *Indemnité des assesseurs de tribunaux paritaires* [7 juin 1956] (p. 2425); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 61-60 : *Son amendement tendant à rétablir ce chapitre* [22 juin 1956] (p. 2935); Chap 61-72 : *Son amendement tendant à rétablir ce chapitre* (p. 2936); Chap. 60-42 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 2936);

son article additionnel octroyant une indemnité aux assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux (p. 2960); *le retire* (ibid.); — en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du Code civil en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins : *ses explications de vote (atteintes apportées à la dignité et à l'honneur de la famille)* [26 juin 1956] (p. 3072); — en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à compléter l'article 840 du Code rural relatif aux motifs de non-renouvellement des baux ruraux, en qualité de *Rapporteur* [26 juin 1956] (p. 3108); Article unique : *Amendement de M. Halbout tendant à modifier la rédaction des deuxième et troisième alinéas de cet article* (p. 3109); *amendement de M. Fourvel tendant à supprimer la mise en demeure par acte extra-judiciaire* (p. 3109); — d'une proposition de loi relative au statut professionnel des représentants, des voyageurs et placiers : *ses explications de vote* [3 juillet 1956] (p. 3164); — d'une proposition de loi tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du corps du génie rural [12 juillet 1956] (p. 3437). — Son rapport au nom du 10^e bureau sur les élections partielles du territoire du Soudan [30 octobre 1956] (p. 4427). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; après l'article 100 : *Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Paquet (fixation de l'abattement de cotisations accordé à certains exploitants agricoles et à certains artisans ruraux)* [3 décembre 1956] (p. 5449); Art. 102 : *Son amendement supprimant les dispositions permettant le retrait des prestations et des avantages économiques et sociaux aux agriculteurs n'ayant pas versé leurs cotisations sociales* (p. 5453); *le retire* (p. 5454); *amendement de M. Lucas tendant à supprimer les dispositions permettant le retrait des avantages sociaux aux agriculteurs n'ayant pas acquitté leurs cotisations sociales* (p. 5454); après l'article 102 : *son article additionnel permettant aux commerçants de faire waranter les blés dont la livraison est différée* (p. 5455); Art. 18, Etats G et H, P.T.T. : *Rémunération des receveurs distributeurs* [7 décembre 1956] (p. 5710); en troisième lecture, Art. 102 bis : *Blocage des cotisations complémentaires agricoles au taux de 1956* [27 décembre 1956] (p. 6325, 6326); — d'un projet de loi relatif au statut des travail-

leurs à domicile, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Boscary-Monsservin (dérogations aux dispositions de l'article 1^{er})* [12 février 1957] (p. 803); — de la proposition de loi tendant à la réduction des fermages : *demande de renvoi en Commission présentée par M. Laurens* [14 février 1957] (p. 874, 875); *contre-projet de M. Lecœur tendant à bloquer au niveau de 1955 les fermages calculés sur le prix du blé* (p. 877); Article additionnel : *son sous-amendement à l'article additionnel de M. Ruffe prévoyant que le crédit agricole prêtera aux bailleurs les sommes représentant les fermages non réglés à l'échéance* [15 février 1957] (p. 917, 918); en deuxième lecture, Art. 2 : *Rôle du crédit agricole dans les prêts aux bailleurs* [23 juillet 1957] (p. 3867); — d'une proposition de loi tendant à la revalorisation des rentes viagères, Art. 12 : *Son amendement tendant à financer le projet par une majoration du prix de vente des tabacs étrangers et par un prélèvement sur le fonds national de solidarité* [21 février 1957] (p. 1043); *le retire* (p. 1044); *son amendement tendant à financer le projet pour 1958 par un prélèvement sur le fonds national de solidarité et pour 1957 par une majoration du prix de vente des tabacs étrangers* (p. 1043, 1044); — d'un projet de loi concernant diverses dispositions relatives au Trésor, Art. 8 : *Définition des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité et de gaz nationalisés (art. 15 de la loi du 8 avril 1946), question préalable opposée par M. Mignot* [2 avril 1957] (p. 1970); *question préalable opposée par M. Mignot; spoliation des porteurs de parts* [19 juin 1957] (p. 2784). *son amendement tendant à supprimer l'article 8* (p. 2785); *le retire* (ibid.); en deuxième lecture, Art. 8 : *Amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article; ses réserves sur l'esprit de spéculation des porteurs de parts* [19 juillet 1957] (p. 3789); — d'un projet de loi portant institution d'un Code de procédure pénale, Art. 33 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à rétablir les attributions des eaux-et-forêts; intérêt de confier les dommages causés aux forêts à un spécialiste de la question* [25 juin 1957] (p. 2977); — du projet de loi relatif à la construction d'un paquebot sur la ligne de New-York et approbation d'avenants : *ses explications de vote (importance de la construction pour le port de Saint-Nazaire)* [16 juillet 1957] (p. 3636); —

en quatrième lecture, du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 26 : *Amendement de M. Chauvet tendant à maintenir la composition de la Commission arbitrale; cas des terrains ruraux* [19 juillet 1957] (p. 3786); — de la proposition de loi concernant la législation relative aux organismes stockeurs en matière de céréales, en qualité de *Rapporteur : Révision des dispositions ayant trait au warrantage et aux livraisons différées* [23 juillet 1957] (p. 3845, 3846); — d'une proposition de loi tendant à faire ristourner aux fermiers et colons partiaires les exonérations d'impôts accordées à la suite des calamités agricoles aux propriétaires, en qualité de *Rapporteur : Attribution de la ristourne de l'impôt foncier aux bailleurs, en cas de remise de fermage* [23 juillet 1957] (p. 3846); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Fourvel tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 3847); — d'un projet de loi portant réduction des droits de mutation à titre onéreux pour les acquisitions effectuées par des Français contraints de quitter le Maroc ou la Tunisie : *Situation des Français employant leurs biens personnels* [23 juillet 1957] (p. 3888); Article unique : *Son amendement tendant à substituer au mot « effectuées » les mots « pouvant être effectuées »* (p. 3889); *le retire* (ibid.); *son amendement tendant à substituer au mot « affecté » les mots « pouvant être affecté »* (ibid.); *le retire* (ibid.). — Dépose une motion de censure contre la politique agricole du Gouvernement [19 septembre 1957] (p. 4200); *son rappel au règlement (fixation de la date de discussion de sa motion de censure)* (ibid.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à interdire le cumul des exploitations agricoles : *Loi sur le droit de reprise, coût d'entretien des bâtiments, exemption totale des droits de succession pour les exploitations maintenues en culture familiale* [5 décembre 1957] (p. 5164, 5165), Article unique : *Son amendement (délai de réponse aux demandes de dérogation)* (p. 5170); *amendement de M. Fourvel (dérogation à la loi, droit de reprise pour installer un descendant majeur)* (p. 5173); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Cas des anciens prisonniers de la guerre 1914-1918* [26 mars 1958] (p. 1994).